



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/826
5 décembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
Point 107 de l'ordre du jour

DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

Rapport de la Troisième Commission

Rapporteur : M. Wilfried GRODIG (République fédérale d'Allemagne)

I. INTRODUCTION

1. A sa 3e séance plénière, le 22 septembre 1989, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à son ordre du jour la question intitulée "Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique" et de la renvoyer à la Troisième Commission.
2. La Troisième Commission a examiné cette question en même temps que les points 95, 98, 106, 108, 112, 114 et 115 de sa 36e à sa 43e séance ainsi qu'à ses 50e et 52e séances, du 8 au 10 novembre, des 13 au 15 novembre, ainsi que les 21 et 22 novembre 1989. Les débats de la Commission sont consignés dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.3/44/SR.36 à 43, 50 et 52).
3. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Rapport du Secrétaire général sur les principes directeurs pour la réglementation des fichiers automatisés contenant des données à caractère personnel (A/44/606);
 - b) Lettre datée du 19 juillet 1989, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/44/409 et Corr.1);
 - c) Lettre datée du 22 septembre 1989, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/44/551-S/20870);

d) Lettre datée du 19 octobre 1989, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/44/666-S/20912).

4. A la 36e séance, le 8 novembre, le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme a fait une déclaration liminaire (voir A/C.3/44/SR.36).

II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

A. Projet de résolution A/C.3/44/L.54

5. A la 50e séance, le 21 novembre, le représentant de la France, a présenté, au nom des pays suivants : Allemagne (République fédérale d'), France, Japon, Luxembourg, Maroc et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, un projet de résolution (A/C.3/44/L.54) intitulé "Principes directeurs pour la réglementation des fichiers automatisés contenant des données à caractère personnel". Le Guatemala s'est par la suite porté coauteur du projet de résolution.

6. A sa 52e séance, le 22 novembre, après avoir entendu des déclarations du représentant de l'Egypte et du Secrétaire, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/44/L.54 sans l'avoir mis aux voix (voir par. 11, projet de résolution I).

B. Projet de résolution A/C.3/44/L.55

7. A la 50e séance, le 21 novembre, le représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie a présenté un projet de résolution (A/C.3/44/L.55) intitulé "Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique" au nom des pays suivants : Afghanistan, Algérie, Angola, Argentine, Bénin, Bolivie, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Chypre, Hongrie, Madagascar, Mali, Maroc, Mongolie, Nicaragua, Panama, Pérou, Pologne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Sierra Leone, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam et Yémen démocratique auxquels s'est joint par la suite le Guatemala.

8. A sa 52e séance, le 22 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/44/L.55 sans l'avoir mis aux voix (voir par. 11, projet de résolution II).

C. Projet de résolution A/C.3/44/L.56

9. A la 50e séance, le 21 novembre, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté un projet de résolution (A/C.3/44/L.56) intitulé "Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique" au nom des pays suivants : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Colombie, Costa Rica, France, Italie, Luxembourg, Maroc, Pays-Bas, Norvège, République socialiste soviétique de Biélorussie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa et Union des Républiques socialistes soviétiques, auxquels se sont joints par la suite la Bolivie, le Guatemala et le Pérou.

10. A sa 52e séance, le 22 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/44/L.56 sans l'avoir mis aux voix (voir par. 11, projet de résolution III).

III. RECOMMANDATIONS DE LA TROISIEME COMMISSION

11. La Troisième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

PROJET DE RESOLUTION I

Principes directeurs pour la réglementation des fichiers informatisés contenant des données à caractère personnel

L'Assemblée générale,

Tenant compte de la résolution 1989/43 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1989, et de la résolution 1989/78 du Conseil économique et social, en date du 24 mai 1989, intitulées "Principes directeurs pour l'utilisation des fichiers personnels informatisés",

1. Exprime sa satisfaction au Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, M. L. Joinet, pour son rapport sur le projet de principes directeurs pour l'utilisation des fichiers informatisés contenant des données à caractère personnel 1/;

2. Remercie les gouvernements qui ont adressé au Secrétaire général leurs commentaires et leurs suggestions sur le projet de principes directeurs;

3. Invite le Rapporteur spécial à présenter une version révisée du projet de principes, tenant compte, entre autres, de ces commentaires et suggestions, à la quarantes-sixième session de la Commission des droits de l'homme;

4. Demande à la Commission des droits de l'homme d'examiner le projet de principes directeurs ainsi révisé et de le transmettre, après examen et modifications éventuelles, à l'Assemblée générale lors de sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, en vue de son adoption définitive.

1/ E/CN.4/Sub.2/1988/22.

PROJET DE RESOLUTION II

Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique

L'Assemblée générale,

Notant que le progrès de la science et de la technique est l'un des facteurs décisifs du développement de la société humaine,

Rappelant la Déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité, qu'elle a adoptée par sa résolution 3384 (XXX) du 10 novembre 1975,

Gardant à l'esprit les dispositions pertinentes de la Déclaration universelle des droits de l'homme 2/, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels 3/, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques 3/ et de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social 4/,

Consciente que seul le génie créatif de l'homme permet le progrès et le développement de la civilisation dans un climat de paix, et qu'il importe que soit reconnue la valeur suprême de la vie humaine,

Rappelant l'importance fondamentale du droit à la vie,

Convaincue que, en une ère de progrès de la science et de la technique, les ressources de l'humanité et les activités des scientifiques doivent servir à promouvoir le développement pacifique des pays dans les domaines économique, social et culturel, ainsi qu'à relever le niveau de vie de tous les peuples,

Considérant que l'échange et le transfert des connaissances scientifiques et techniques figurent parmi les principaux moyens d'accélérer le développement social et économique des pays en développement,

Rappelant ses résolutions pertinentes,

1. Note l'importance que la Déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité revêt pour la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

2/ Résolution 217 A (III).

3/ Voir résolution 2200 A, annexe.

4/ Résolution 2542 (XXIV).

/...

2. Demande à tous les Etats de ne négliger aucun effort en vue de mettre les réalisations de la science et de la technique au service du développement et du progrès pacifique, dans les domaines social, économique et culturel;

3. Rappelle que les gouvernements de tous les pays du monde ont la responsabilité historique de préserver la civilisation et de faire en sorte que chacun puisse exercer son droit naturel à la vie, et leur demande de faire tout leur possible pour protéger le droit à la vie en adoptant les mesures voulues aux échelons tant national qu'international;

4. Demande à tous les Etats, organes compétents des Nations Unies, institutions spécialisées et organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées de faire le nécessaire pour que les résultats du progrès scientifique et technique ainsi que le potentiel matériel et intellectuel de l'humanité soient utilisés au profit de l'humanité et pour promouvoir et encourager le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

5. Prie la Commission des droits de l'homme, lorsqu'elle examinera la question intitulée "Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique", de continuer à prêter attention à la question de l'application des dispositions de la Déclaration;

6. Invite la Commission des droits de l'homme à aider la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à établir l'étude que la Commission a demandée dans ses résolutions 1982/4 du 19 février 1982, 1984/29 du 12 mars 1984, 1986/11 du 10 mars 1986 et 1988/61 du 9 mars 1988;

7. Décide d'inscrire la question intitulée "Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique" à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-cinquième session.

PROJET DE RESOLUTION III

Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 33/53 du 14 décembre 1978, dans laquelle elle a prié la Commission des droits de l'homme de demander instamment que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités entreprenne à titre prioritaire l'étude de la question de la protection des personnes détenues au motif de troubles mentaux, en vue de formuler des principes directeurs,

Notant l'obligation qu'ont tous les Etats de promouvoir et de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous, y compris les personnes désavantagées, telles que celles atteintes de troubles mentaux,

/...

Ayant à l'esprit les Principes d'éthique médicale applicables au rôle du personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et des détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants 5/,

Rappelant également sa résolution 43/109 du 8 décembre 1988, dans laquelle elle s'est félicitée des progrès accomplis par le Groupe de travail de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, et a invité la Commission des droits de l'homme à examiner la question à sa quarante-cinquième session, à la lumière des recommandations de la Sous-Commission,

Prenant note de la résolution 1989/40 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1989, ainsi que de la résolution 1989/76 du Conseil économique et social, en date du 24 mai 1989, par laquelle le Conseil a autorisé un groupe de travail à composition non limitée de la Commission à examiner, revoir et simplifier, le cas échéant, le projet d'ensemble de principes et de garanties soumis par la Sous-Commission 6/, en vue de le présenter à la Commission lors de sa quarante-sixième session,

Exprimant sa conviction que tous les malades mentaux doivent être traités avec humanité et respect pour la dignité inhérente à la personne humaine,

Réaffirmant sa conviction que le recours abusif à la psychiatrie visant à interner des personnes en raison de leurs opinions politiques ou pour d'autres motifs non médicaux, dont le Rapporteur spécial de la Sous-Commission fait état dans son rapport 7/, constitue une violation des droits fondamentaux des intéressés,

1. Réaffirme l'urgente nécessité de principes et de garanties pour la protection des personnes atteintes de troubles mentaux ou détenues au motif de maladie mentale;

2. Se félicite de la création du Groupe de travail à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme, qu'elle prie instamment d'expédier l'examen du projet de principes et de garanties;

3. Prie la Commission des droits de l'homme d'examiner la question à sa quarante-sixième session, à la lumière des délibérations et des recommandations du Groupe de travail à composition non limitée, en vue de soumettre le projet de principes et de garanties à l'Assemblée générale lors de sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

5/ Résolution 37/194, annexe.

6/ Voir E/CN.4/Sub.2/1989/23, sect. IV.

7/ E/CN.4/Sub.2/1983/17 et Add.1.